BURKINA FASO



Unité Progrès Justice

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, ET DE L'ARTISANAT (MCIA)

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE

DIRECTION DE L'ENTREPRISE

SEMINAIRE DE FORMATION DES ADMINISTRATEURS DES SOCIETES A CAPITAUX PUBLICS - SESSION 2018 -

Bobo Dioulasso:

- le premier groupe (G1) : du 10 au 12 septembre 2018,
- le second groupe (G2) : du 17 au 19 septembre 2018,
- le troisième groupe (G3) : du 24 au 26 septembre 2018.

<u>THEME</u>: « Elaboration et analyse des états financiers conformément au SYSCOHADA révisé : techniques d'examen des grandes masses du bilan, du compte de résultat, innovations majeures et implications financières »

Septembre 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	PAGE
MODULE I: ETUDE COMPAREE ENTRE SYSCOHADA ANCIEN ET SYSCOHADA REVISE	
: INNOVATIONS MAJEURES ET IMPLICATIONS COMPTABLES, COMMENTAIRES	3
I. LE CADRE CONCEPTUEL	5
I.1: LE DROIT COMPTABLE	5
I.2: PLAN COMPTABLE	7
I.3: AMELIORATIONS COMPTABLES : CAS RETENUS	11
II: ETATS FINANCIERS	11
II.1: LE BILAN II.1.1: PRESENTATION DU BILAN NOUVEAU MODELE	11
II.2 LE COMPTE DE RESULTAT	15
II.3: LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	17
II.4: LES NOTES ANNEXES	19
MODULE II : TECHNIQUES D'ELABORATION ET D'EXAMEN DES ETATS FINANCIERS	21
I: TECHNIQUES D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS	23
II. ANALYSE DES ETATS FINANCIERS (BILAN, COMPTE DE RESULTAT, TFT, NOTES ANNEXES)	23
II.1 : ANALYSE DE COMPTES DE RÉSULTAT	23
II.2 : ANALYSE DU BILAN	26
II.3 : IMPORTANCE DU TABLEAU DU FLUX DE TRESORERIE	29
II.4: IMPORTANCE DES NOTES ANNEXES	30
II.5 : ELABORATION ET TENUE D'UN TABLEAU DE BORD	30
MODULE III: ROLES ET RESPONSABILITES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	
(ADMINISTRATEURS, DIRECTEURS GENERAUX, DIRECTEURS FINANCIERS ET COMPTABLES, COMMISSAIRES AUX COMPTES)	31
L DOLEC ET DECDONGADULITEC DEC ADMINISTRATELIDE	22
I. ROLES ET RESPONSABILITES DES ADMINISTRATEURS	33
II : ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS GENERAUX	35
III : ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS FINANCIERS ET COMPTABLES	36 36
IV 'KOLEN EL KENPONNAKILLIEN DEN COMMUNNAIREN ALIX COMPLEN	4h

MODULE IV : GUIDE D'ANALYSE DES ETATS FINANCIERS PAR L'ADMINISTRATEUR	38
GENERALITES	40
I : GUIDE D'ANALYSE DU BILAN	41
I.1 : ANALYSE DE L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU BILAN	41
I.2 : ANALYSE DE L'EQUILIBRE FINANCIER	43
I.3 : LES RATIOS DE STRUCTURE	44
I.4 : ANALYSE DE LA RENTABILITE	44
II : GUIDE D'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT	45
II.2 : LES RATIOS DE STRUCTURE	45
II.2 : LES RATIOS D'ACTIVITE	46
II.3 : LES RATIOS DE RENTABILITE	47
III : GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	47
IV : SYNTHESE DU GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	48
ANNEXES : ETUDES DE CAS	49
CAS 1: QCM	50
CAS II : ANALYSE FINANCIERE	52

MODULE I:

ETUDE COMPAREE ENTRE SYSCOHADA ANCIEN ET SYSCOHADA
REVISE: INNOVATIONS MAJEURES ET IMPLICATIONS
COMPTABLES, COMMENTAIRES

Ce module s'attachera à présenter et à comparer l'ancien SYCOHADA avec le nouveau en faisant ressortir les innovations majeures et les implications comptables. Les points ci-après seront développés :

I. CADRE CONCEPTUEL

I.1: LE DROIT COMPTABLE

I.2: PLAN COMPTABLE

I.3: AMELIORATIONS DANS LES TRAITEMENTS COMPTABLES: CAS RETENUS

II. ETATS FINANCIERS

II.1: LE BILAN

II.2: LE COMPTE DE RESULTAT

II.3: LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

II.4: LES NOTES ANNEXES

I. LE CADRE CONCEPTUEL

Le cadre conceptuel a pour objectifs d'aider :

- à élaborer des normes cohérentes pouvant faciliter la production de données et d'états financiers;
- à faciliter l'interprétation des normes comptables et l'appréhension d'opérations ou d'événements non explicitement prévus par la réglementation comptable;
- les auditeurs à se faire une opinion sur la conformité des états financiers avec les normes d'information financière du Système comptable OHADA.

Les utilisateurs des états financiers sont:

- les dirigeants, les organes d'administration et de contrôle et les différentes structures internes de l'entité :
- les fournisseurs de capitaux (investisseurs, banques et autres prêteurs, institut d'émission et autres bailleurs de fonds);
- l'Etat, la centrale des bilans et les autres institutions dotées de pouvoirs de planification, de réglementation et de contrôle;
- les autres partenaires de l'entité tels que les assureurs, les salariés, les fournisseurs ou les clients;
- les autres groupes d'intérêt, y compris le public de façon générale.

I.1: LE DROIT COMPTABLE

I.1.1: LES PRINCIPES COMPTABLES

I.1.1.1: POSTULATS ET CONVENTIONS COMPTABLES

A: Les postulats comptables

Ce sont des principes acceptés sans démonstration mais cohérents avec les objectifs fixés.

Les postulats retenus pour définir le champ du modèle comptable du Système comptable OHADA sont les suivants :

Postulat de l'entité	
----------------------	--

Postulat de la comptabilité d'engagement

Postulat de la spécialisation des exercices

Postulat de la permanence des méthodes

Postulat de la prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique

B: Les conventions comptables

Elles ont un caractère de généralité moins grand que les postulats comptables et peuvent varier d'un pays ou d'un espace géographique à un autre.

Les conventions comptables servant de guide pour l'élaboration des états financiers annuels du Système comptable OHADA sont les suivantes :

Convention du coût historique

Convention de prudence

Convention de régularité et transparence

Convention de la correspondance bilan de clôture -bilan d'ouverture

Convention de l'importance significative

I.1.1.2 : CARACTERISTIQUES QUALITATIVES D'UNE INFORMATION FINANCIERE UTILE

Pour les besoins de la prise de décision, les états financiers doivent garantir la transparence sur la réalité de l'entité en présentant une information complète et utile. Cette information doit répondre aux caractéristiques qualitatives classées en deux catégories : les caractéristiques essentielles et les caractéristiques auxiliaires.

Les caractéristiques essentielles sont : la Pertinence et la Fidélité.

Les caractéristiques auxiliaires sont : Comparabilité,	Vérifiabilité,	Rapidité et	t la
Compréhension.			

I.2: PLAN COMPTABLE

I.2.1: INNOVATIONS MAJEURES

I.2.1.1: LES CHANGEMENTS OPERES

Le nouveau référentiel se caractérise entre autres par :

- le changement de l'intitulé de l'Acte uniforme qui s'appelle désormais Acte de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF);
- au niveau de l'acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière (AUDCIF) le nombre d'article est passé de 123 articles (ancien référentiel) à 113 dans la le nouveau référentiel;
- le maintien aux côtés du système normal, d'un système minimal de trésorerie pour les petites entités économiques, cette coexistence permettant aux entreprises de disposer d'une comptabilité appropriée en fonction de leur Chiffre d'Affaires;
- la reconnaissance de la spécificité du système comptable des secteurs règlementés ;
- l'obligation faite aux entités inscrites à une bourse des valeurs ou faisant appel public à l'épargne, de produire en sus de leurs états financiers individuels en normes SYSCOHADA ou selon le référentiel comptable spécifique à leurs activités, des états financiers en normes internationales d'information financière (IFRS) afin de garantir la qualité et la comparabilité des données produites;
- ❖ Il va falloir se familiariser avec d'autres expressions telles que la « décomptabilisation ». Au lieu de dire comptabilisation pour l'entrée en patrimoine et cession pour la sortie ou la cession, la « décomptabilisation » désigne toute sortie de stock, toute cession d'immobilisation, tout abandon de créance ou de dette, etc.
- On parlera désormais « d'Entité » à la place « d'Entreprise ».
- ❖ La simplification des états financiers: En tant qu'états de synthèse, la présentation des états financiers en « système normal » fait actuellement 45 pages avec des annexes obligatoires, même si elles ne s'appliquaient pas à l'entreprise. Toute chose qui rendait complexes les états de synthèse, supposés renseigner rapidement le lecteur et le décideur. Ils seraient désormais facilement digestes en peu de temps, puisque ne dépassant pas 10 pages ;
- abrogation du Système allégé, les comptes seraient désormais présentés en Système normal ou Système minimal de trésorerie. Le TAFIRE est remplacé par le Tableau des Flux de Trésorerie . Les annexes obligatoires sont supprimées et remplacées par des Notes annexes ;

- l'exclusion des Entités Sans But Lucratif (ESBL), qui auront désormais leurs modèles d'états financiers;
- les provisions pour retraite sont désormais obligatoires puisqu'elles respectent la définition de la provision au sens de la normalisation comptable internationale;
- ❖ le renforcement du cadre conceptuel et de la notion de pertinence partagée. Le découpage de l'activité en AO et HAO est maintenu avec des nouveautés comme le Tableau des Flux de Trésorerie (TFT);
- le Plan Comptable des entités doivent désormais prendre en compte dans la nomenclature, la codification des activités prévues dans les liasses fiscales ;
- ❖ la réévaluation libre est laissée à l'appréciation des entités et non des autorités compétentes (Article 35).
- suppression des charges immobilisées à l'actif du bilan, ceci permettant de présenter un bilan réellement représentatif du patrimoine de l'entité et un résultat comptable reflétant le fruit des activités de la période écoulée;
- enregistrement des dettes obligataires pour le montant effectivement emprunté, en tenant compte de la prime de remboursement des obligations. Cette révision est de nature à affiner la lecture de l'endettement du débiteur;
- distinction entre frais de recherche fondamentale, comptabilisés en charges, et dépenses de développement enregistrées en immobilisations sous conditions.
- enregistrement des frais accessoires aux terrains, aux constructions, aux titres de placement, dans le compte d'immobilisation correspondant, et non plus en charges immobilisées. Cette évolution permet une lecture directe à partir du bilan du coût réel d'entrée des actifs immobilisés;
- suppression de la méthode du bénéfice partiel à l'inventaire concernant les contrats pluriannuels, seules les méthodes à l'avancement et à l'achèvement étant désormais acceptées. Cet ajustement contribue à la tenue d'une comptabilité en conformité avec les standards internationaux de type IFRS;
- identification plus fine entre location-financement et location simple pour une présentation comptable des contrats et de leurs impacts en phase avec la réalité économique;
- ❖ interdiction de provisionner des charges liées à des obligations futures. Dorénavant, seuls les événements relatifs à une obligation actuelle, représentatifs d'une sortie probable de ressources pour éteindre l'obligation concernée, estimables de façon fiable, peuvent être provisionnés. Ces conditions encadrant le provisionnement limiteront ainsi les possibilités de piloter les résultats comptables;

comptabilisation des frais accessoires sur approvisionnement dans les comptes d'achats concernés et non plus en compte de charges par nature. Cette nouvelle modalité comptable améliore le calcul des marges sur activités et la comparaison entre les achats constatés en résultat et les stocks inscrits à l'actif du bilan.

I.2.1.2: LES CONSEQUENCES DES CHANGEMENTS

Tous ces changements introduits en conformité avec les nouvelles définitions, les nouveaux concepts, ont pour conséquences ou impacts :

- abrogation, rajout ou réaménagement des articles du droit comptable:
- comptes supprimés avec des propositions de reprises de leurs soldes d'ouverture au 01/01/2018, dans d'autres comptes ou de nouveaux comptes créés;
- nouveaux comptes introduits avec leurs modes de fonctionnement, tels que la titrisation, les Contrats de Partenariat Public Privé (PPP), l'affacturage, les contrats de franchise, etc;
- précisions sur le fonctionnement de certains anciens comptes, tels les contrats de longue durée, les contrats de concessions, les contrats de location, etc.
- Introduction de la gestion comptable des immobilisations par composants;
- La reconfiguration des états financiers sur la base d'une diminution des pages.

I.2.2: INNOVATIONS MAJEURES (DISPOSITIONS A PRENDRE)

PRINCIPALES INNOVATIONS	DISPOSITIONS A PRENDRE
Les comptes du bilan supprimés dont les plus importants sont les charges immobilisées	Si ces comptes figuraient dans le bilan n-1, le solde de ces comptes doivent être transférés dans des comptes transitoire « 475 COMPTE TRANSITOIRE, AJUSTEMENT SPECIAL LIE A LA REVISION DU SYSCOHADA 4751 Compte-actif 4752 Compte-passif Et soldés au maximum au bout de cinq (05) ans.
Les comptes réaménagés ou créés (Contrats de Partenariat Public Privé (PPP), les contrats pluri- exercices, les concessions de service public, la titrisation, l'affacturage, les contrats de franchise, les instruments de monnaie électronique.	Pour les opérations liées à ces comptes, le comptable doit veiller au respect des modes d'enregistrement.

comptable du coût réel des immobilisations.
Si l'immobilisation a un coût supérieur à 900 000 000 FCFA (arrêté n°2018-210/MINEFID/SG/DGI du 26/04/2018 fixant les modalités d'application des amortissements par composants) (confère annexe III) il peut être décomposé en éléments suivant la durée d'utilité et chaque composant amorti comme tel.
Pour les opérations liées à ces comptes, le comptable doit veiller au respect des modes d'enregistrement.
Les frais liés à l'acquisition et à la vie de l'immobilisation doivent être enregistrer dans le compte de l'immobilisations concernées et non plus en charges. Cela répond au souci de l'enregistrement comptable du coût réel des immobilisations. Pour les opérations liées à ces comptes, le comptable doit veiller au respect des modes d'enregistrement.
Les frais accessoires doivent être désormais enregistrés dans les comptes d'achats concernés

Dispositions générales du comptable, du DFC, du DG : S'assurer dès le début de l'exercice 2018, que le nouveau référentiel est appliqué et que le plan comptable a été transcodé cet effet.

Dispositions générales de l'administrateur : S'assurer par le comité d'audit que le nouveau référentiel est appliqué au sein de l'entité. A l'analyse des états financiers, vérifier que le traitement compte des comptes du bilan figurant dans l'exercice n-1 a été respecté (transfert dans les comptes transitoires).

I.3: AMELIORATIONS COMPTABLES: CAS RETENUS

Les améliorations comptables retenues sont:

☐ La titrisation

☐ Les Contrats pluri-exercices

☐ Les Concessions de service public

☐ Le contrat de partenariat public privé (ppp)

☐ Les Contrats de franchise

☐ L'affacturage

☐ Les instruments de monnaie électronique

II: ETATS FINANCIERS

II.1: LE BILAN

II.1.1: PRESENTATION DU BILAN NOUVEAU MODELE

n	л	^	n	E	 1	/DI	LAN	I D	۸,	vc	۸	6	

Désignation entité :	Exercice clos le :
Numéro d'identification :	Durée (en mois)

BILAN AU 31 DECEMBRE

					D	ILAN AU 31 I	DECEN	IDNE													
REF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/ N		EXERCICE au 31/12/ N						EVERCICE au 31/12/N		au 31/12/ N EXERCICE AU 31/12/N- 1		EXERCICE au 31/12/ N		REF	PASSIF	Note	EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1
			BRUT	AMORT et DEPREC.	NET	NET				NET	NET										
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3					CA	Capital	13												
AE	Frais de développement et de prospection						СВ	Apporteurs capital non appelé (-)	13												
AF	Brevets, licences, logiciels et droits similaires						CD	Primes liées au capital social	14												
AG	Fonds commercial et droit au bail						CE	Ecarts de réévaluation	3e												
AH	Autres immobilisations incorporelles						CF	Réserves indisponibles	14												
ΑI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3					CG	Réserves libres	14												
AJ	Terrains (1) (1) dont Placement en Net/						СН	Report à nouveau (+ ou -)	14												
AK	Bâtiments (1) dont Placement en Net//						CJ	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)													
AL	Aménagements, agencements et installations						CL	Subventions d'investissement	15												
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques						CM	Provisions réglementées	15												
AN	Matériel de transport						СР	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES													
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	3					DA	Emprunts et dettes financières diverses	16												
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4					DB	Dettes de location acquisition	16												
AR	Titres de participation						DC	Provisions pour risques et charges	16												
AS	Autres immobilisations financières						DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES													
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE						DF	TOTAL RESSOURCES STABLES													
BA	ACTIF CIRCULANT HAO	5					DH	Dettes circulantes HAO	5												
BB	STOCKS ET ENCOURS	6					DI	Clients, avances reçues	7												
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES						DJ	Fournisseurs d'exploitation	17												
ВН	Fournisseurs avances versées	17					DK	Dettes fiscales et sociales	18												
ВІ	Clients	7					DM	Autres dettes	19												
BJ	Autres créances	8					DN	Provisions pour risques à court terme	19												
ВК	TOTAL ACTIF CIRCULANT						DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT													
BQ	Titres de placement	9																			
BR	Valeurs à encaisser	10					DQ	Banques, crédits d'escompte	20												
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11					DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20												
ВТ	TOTAL TRESORERIE-ACTIF						DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF													
BU	Ecart de conversion-Actif	12					DV	Ecart de conversion-Passif	12												
BZ	TOTAL GENERAL						DZ	TOTAL GENERAL													

MODELE 2 (BILAN ACTIF) (PAGE1/2)

Désignation entité :	Exercice clos le :
Numéro d'identification :	Durée (en mois)

BILAN AU 31 DECEMBRE N

REF	ACTIF	Note	E	EXERCICE AU 31/12/N-1		
1(2)		Note	BRUT	AMORT et DEPREC.	NET	NET
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3				
AE	Frais de développement et de prospection					
AF	Brevets, licences, logiciels et droits similaires					
AG	Fonds commercial et droit au bail					
АН	Autres immobilisations incorporelles					
ΑI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3				
AJ	Terrains (1) (1) dont Placement en Net//					
AK	Bâtiments (1) dont Placement en Net//					
AL	Aménagements, agencements et installations					
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques					
AN	Matériel de transport					
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	3				
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4				
AR	Titres de participation					
AS	Autres immobilisations financières					
ΑZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE					
ВА	ACTIF CIRCULANT HAO	5				
ВВ	STOCKS ET ENCOURS	6				
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES					
ВН	Fournisseurs avances versées	17				
ВІ	Clients	7				
BJ	Autres créances	8				
вк	TOTAL ACTIF CIRCULANT					
BQ	Titres de placement	9				
BR	Valeurs à encaisser	10				
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11				
вт	TOTAL TRESORERIE-ACTIF					
BU	Ecart de conversion-Actif	12				
BZ	TOTAL GENERAL					

MODELE 2 (BILAN PASSIF) (PAGE2/2)

Désignation entité :	Exercice clos le :
Numéro d'identification :	Durée (en mois)

BILAN AU 31 DECEMBRE N

REF	PASSIF	Note	EXERCICE AU 31/12/N NET	EXERCICE AU 31/12/N-1 NET
CA	Capital	13		
СВ	Apporteurs capital non appelé (-)	13		
CD	Primes liées au capital social	14		
CE	Ecarts de réévaluation	3 ^e		
CF	Réserves indisponibles	14		
CG	Réserves libres	14		
СН	Report à nouveau (+ ou -)	14		
CJ	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)			
CL	Subventions d'investissement	15		
CM	Provisions réglementées	15		
СР	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
DA	Emprunts et dettes financières diverses	16		
DB	Dettes de location acquisition	16		
DC	Provisions pour risques et charges	16		
DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
DF	TOTAL RESSOURCES STABLES			
DH	Dettes circulantes HAO	5		
DI	Clients, avances reçues	7		
DJ	Fournisseurs d'exploitation	17		
DK	Dettes fiscales et sociales	18		
DM	Autres dettes	19		
DN	Provisions pour risques à court terme	19		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT			
DQ	Banques, crédits d'escompte	20		
DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20		
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF			
DV	Ecart de conversion-Passif	12		
DZ	TOTAL GENERAL			

II.1.2: INNOVATIONS MAJEURES ET IMPLICATIONS FINANCIERES

Dans le nouveau bilan les principaux changements sont les suivants :

☐ Globalement

Le bilan peut être présenté en une seule page en paysage soit en deux pages en portrait ; Une colonne « Note » a été ajoutée pour indiquer la référence de la note qui détaille la rubrique concernée.

☐ Au niveau de l'Actif

- Les « Charges immobilisées » qui comprenaient les Frais d'établissements et charges à repartir Primes de remboursement des obligations ont été supprimées ;
- Les « Frais de recherche et de développement » ont été modifiés en « Frais de développement prospection » ;
- Les « Terrains » et les « Bâtiments » ont été modifiés respectivement en « Terrains dont placement en Net » et « Bâtiments dont placement en Net » ;
- Les « Stocks » ont été modifiés en « Stocks et encours » et ne sont plus détaillés.

☐ Au niveau du Passif

- Le compte « Actionnaire capital non appelé » a été modifié en « Apporteurs capital non appelé »;
- Le compte « Provision réglementée et fonds assimilés » a été modifié en « Provisions pour risques et charges » ;
- Les « Emprunts » et les « Dettes de crédit-bail et contrats assimilés » ont été modifiées respectivement en « Emprunt et Dettes financières diverses » et « Dettes de location acquisition » ;
- Les « Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O. » ont été modifiées en « Dettes circulantes H.A.O. »;
- Les « Risques provisionnés » ont été modifiés en « Provisions pour risques à court terme »;
- Les « Banques, crédits de trésorerie » ont été modifiés en « Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie ».

NB: les modifications ainsi enregistrées sont d'ordre purement « terminologique »pour une meilleure compréhension de l'informations financière qui en résulte.

II.2 LE COMPTE DE RESULTAT II.2.1: PRESENTATION

MODELE DE COMPTE DE RESULTAT

Désignation entité :	Exercice clos le :
Numéro d'identification :	Durée (en mois)

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE N

	COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE N						
REF	LIBELLES		NOTE	EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1		
	FIRETIES		NOTE	NET	NET		
TA	Ventes de marchandises A	+	21	1121	1021		
RA	Achats de marchandises	-	22				
RB	Variation de stocks de marchandises	-/+	6				
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)	,					
ТВ	Ventes de produits fabriqués B	+	21				
TC	Travaux, services vendus C	+	21				
TD	Produits accessoires D	+	21				
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A + B + C + D)						
TE	Production stockée (ou déstockage)	-/+	6				
TF	Production immobilisée		21				
TG	Subventions d'exploitation		21				
TH	Autres produits	+	21				
TI	Transferts de charges d'exploitation	+	12				
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	<u> </u>	22				
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+	6				
RE	Autres achats		22				
RF	Variation de stocks d'autres approvisionnements	-/+	6				
RG	Transports	7.	23				
RH	Services extérieurs	- -	24				
RI	Impôts et taxes		25				
RJ	Autres charges	<u> </u>	26				
XC	VALEUR AJOUTEE (XB +RA+RB) + (somme	-	20				
XC	TE à RJ)						
RK	Charges de personnel	-	27				
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)		28				
TJ	Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations	+	28				
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations		3C&28				
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+ RL)						
TK	Revenus financiers et assimilés	+	29				
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	+	28				
TM	Transferts de charges financières	+	12				
RM	Frais financiers et charges assimilées	-	29				
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	-	3C&28				
XF	RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN)						
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE+XF)						
TN	Produits des cessions d'immobilisations	+	3D				
ТО	Autres Produits HAO	+	30				
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	-	3D				
RP	Autres Charges HAO	-	30				
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)						
RQ	Participation des travailleurs	-	30				
RS	Impôts sur le résultat	-					
ΧI	RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)						

II.2.2: INNOVATIONS MAJEURES ET IMPLICATIONS FINANCIERES

Da	ns le nouveau compte de résultat les principaux changements sont les suivants :
	Le compte de résultat est présenté en une seule page en paysage ;
	Une colonne « Note » a été ajoutée pour indiquer la référence de la note qui détaille la
	rubrique concernée.
	Suppression de la « Marge brute sur matières ;
	Suppression des totaux par produits et charges ;
	Changement de libellés de plusieurs comptes ;
	Changement de positionnement des rubriques.

II.3: LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

II.3.1: PRESENTATION

A: OBJECTIF DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie constitue un état de synthèse à part entière, dont la finalité est d'expliquer la variation de la trésorerie de l'entité. Il recense donc les encaissements (sources de flux de trésorerie) et les décaissements (affectations des flux de trésorerie) qui ont un impact sur la trésorerie au cours de la période considérée. Par ailleurs, il classe les flux de trésorerie selon leur origine : activités opérationnelles, activités d'investissement, activités de financement. Il permet de connaître la provenance des flux de liquidités et la manière dont ces flux ont été utilisés au cours de l'exercice.

B: COMPOSANTES DES FLUX DE TRESORERIE

La structure du tableau de flux de trésorerie repose sur un découpage de la vie de l'entité en trois grandes fonctions, celles-ci correspondant d'ailleurs aux principaux volets de sa politique financière.

- a) Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
- b) Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement
- c) Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Désignation entité :	Exercice clos le :
Numéro d'identification :	Durée (en mois)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

REF	LIBELLES		Note	EXERCICE N	EXERCICE N-1
ZA	Trésorerie nette au 1er janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1)	A			
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles				
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)				
FB	- Actif circulant HAO (1)				
FC	- Variation des stocks				
FD	- Variation des créances				
FE	+ Variation du passif circulant (1)				
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE) :				
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	В			
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements				
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles				
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles				
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières				
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières				
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (somme FF à FJ)	С			
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres				
FK	+ Augmentations de capital par apports nouveaux				
FL	+ Subventions d'investissement reçues				
FM	- Prélèvements sur le capital				
FN	- Dividendes versés				
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D			
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers				
FO	+ Emprunts				
FP	+ Autres dettes financières				
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières				
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E			
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D+E)	F			
ZG	VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DE LA PÉRIODE (B+C+F)	G			
ZH	Trésorerie nette au 31 Décembre (G+A) Contrôle : Trésorerie actif N - Trésorerie passif N =	н			

II.4: LES NOTES ANNEXES

Il y a au total pour le Système Normal quarante-sept (47) Notes Annexes réparties comme suit :

, ч	t total pour le système Normal quarante-sept (47) Notes Annexes reparties comme suit.
NOTE	INTITULE
NOTE 1	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES
NOTE 2	INFORMATIONS OBLIGATOIRES
NOTE 3A	IMMOBILISATION BRUTE
NOTE 3B	BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION
NOTE 3C	IMMOBILISATIONS : AMORTISSEMENTS
NOTE 3D	IMMOBILISATIONS: PLUS-VALUES ET MOINS VALUE DE CESSION
NOTE 3E	INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE
NOTE 3F	TABLEAU D'ETALEMENT DES CHARGES IMMOBILISEES
NOTE 4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES
NOTE 5	ACTIF CIRCULANT HAO
NOTE 6	STOCKS ET ENCOURS
NOTE 7	CLIENTS PRODUITS A RECEVOIR
NOTE 8	AUTRES CREANCES
NOTE 9	TITRES DE PLACEMENT
NOTE 10	VALEURS A ENCAISSER
NOTE 11	DISPONIBILITES
NOTE 12	ECARTS DE CONVERSION
NOTE 13	CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS
NOTE 14	PRIMES ET RESERVES
NOTE 15A	SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES
NOTE 15B	AUTRES FONDS PROPRES
NOTE 16A	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES
NOTE 16B	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES (METHODE ACTUARIELLE)
NOTE 16B bis	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES (METHODE ACTUARIELLE)
NOTE 16C	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS
NOTE 17	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION
NOTE 18	DETTES FISCALES ET SOCIALES
NOTE 19	AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME
NOTE 20	BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE
NOTE 21	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS
NOTE 22	ACHATS
NOTE 23	TRANSPORTS
NOTE 24	SERVICES EXTERIEURS
NOTE 25	IMPOTS ET TAXES
NOTE 26	AUTRES CHARGES
NOTE 27A	CHARGES DE PERSONNEL
NOTE 27B	EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR
NOTE 28	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN
NOTE 29	CHARGES ET REVENUS FINANCIERS
NOTE 30	AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO
NOTE 31	REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES
NOTE 32	PRODUCTION DE L'EXERCICE
NOTE 33	ACHATS DESTINES A LA PRODUCTION
NOTE 34	FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS LISTE DES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES A FOLIPAUR
NOTE 35	LISTE DES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES A FOURNIR
NOTE 36	TABLES DES CODES

MODULE II:

TECHNIQUES D'ELABORATION ET D'EXAMEN DES ETATS
FINANCIERS

Ce module s'attèlera à décrire « sommairement » les techniques d'élaboration des états financiers (vu que celles-ci sont restées inchangées) mais développera les innovations et implications financières majeures issues de la nouvelle analyse des états financiers. Sans donc s'appuyer sur une analyse comptable approfondie, ce module se veut par son contenu, porter un maximum d'éclairage sur l'approche en matière d'analyse des états financiers. C'est du reste de ce module que l'administrateur pourra bien renseigner les indicateurs sur son tableau de bord. IL sera structuré comme suit.

I. TECHNIQUES D'ELABORATION

II. ANALYSE DES ETATS FINANCIERS (BILAN, COMPTE DE RESULTAT, TFT, NOTES ANNEXES)

II.1: LE COMPTE DE RESULTAT

II.2: LE BILAN

II.3: IMPORTANCE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

II.4: IMPORTANCE DES NOTES ANNEXES

II.5: ELABORATION ET TENUE D'UN TABLEAU DE BORD

I: TECHNIQUES D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Dans le fonctionnement comptable, une distinction importante doit donc être faite entre la partie « **mécanique** » de la comptabilité (enregistrement au jour le jour des opérations selon le mécanisme de la partie double) et **l'arrêté des comptes.** Pour déterminer le résultat à partir des éléments enregistrés au jour le jour, il faut procéder à des opérations d'inventaire. Les travaux de fin d'exercice se déroulent dans un ordre logique à savoir :

l'établissement de la balance avant inventaire ;
l'inventaire extra comptable ;
l'inventaire comptable ;
l'établissement de la balance après inventaire ;
les écritures de reclassement ;
les états financiers de synthèse.

II. ANALYSE DES ETATS FINANCIERS (BILAN, COMPTE DE RESULTAT, TFT, NOTES ANNEXES)

II.1: ANALYSE DE COMPTES DE RÉSULTAT

II.1.1: ANALYSE « PAR NATURE » DES CHARGES ET DES PRODUITS

faire une revue analytique des charges sur au moins les trois (03) derniers exercices ;
afin de se forger une idée de leur impact sur la situation financière de l'entreprise ;
faire une analyse de l'impact de l'évolution des produits d'exploitation sur le résultat dégagé ;
faire une analyse des niveaux des charges avec le niveau d'exécution des activités (fourni par le
rapport d'activité); cette analyse doit être associée à celle de l'analyse du taux d'exécution
Budgétaire ;
faire une analyse de l'évolution sur au moins trois (03) ans de l'évolution des charges
d'exploitation par rapport aux produits d'exploitation ;
comparer les produits réalisées avec les prévisions budgétaires et expliquer les écarts
notamment sur les produits des activités principales ;
faire une synthèse de l'analyse des charges d'exploitation ;
faire une synthèse de l'analyse des produits d'exploitation ;
faire une synthèse de l'incidence des décisions de gestion sur le résultat dégagé.

II.1.2: ANALYSE SOLDE INTERMÉDIAIRES DE GESTION

La définition, le « découpage » des charges et des produits permettent l'obtention directe, à partir des enregistrements comptables, de soldes intermédiaires de gestion fournissant aux utilisateurs des états financiers des informations de synthèse capitales pour l'étude de la structure et des performances de la firme, et directement inscrits dans le compte de résultat.

Le compte de résultat	: permet la	lecture directe:	,
-----------------------	-------------	------------------	---

de la Marge commerciale (MC) :
de la Valeur ajoutée (V.A.) ;
de l'Excédent brut d'exploitation (E.B.E.);
du Résultat d'exploitation (R.E.);
du Résultat financier (R.F.);
du Résultat des activités ordinaires (R.A.O.);
du Résultat hors activités ordinaires (R.H.A.O.);
du Résultat net (R.N.).

MARGE	DEFINITION	FORMULE
Marge commerciale (MC)	On appelle marge la différence entre le prix devente et le coût d'achat correspondant corrigé de la variation des stocks.	MC = 701 Ventes de marchandises – (601 Achats de marchandises – 6031 Variation de stocks de marchandises)
Valeur ajoutée (V.A.)	La valeur ajoutée est l'expression de la création ou de l'accroissement de valeur que l'entité apporte aux biens et services en provenance des tiers et dans le cadre de ses activités professionnelles et courantes. Elle correspond à l'augmentation de la valeur des produits obtenus : grâce au fonctionnement de l'entité. Elle mesure la richesse et le poids économique de l'entité.	VA = Chiffre d'affaires + Autres produits d'exploitation – Autres charges d'exploitation sauf les charges de personnel, les dotations et reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations
L'excédent brut d'exploitation (EBE)	L'excédent brut d'exploitation est l'indicateur de performance économique le plus pur, permettant des comparaisons utiles et j significatives entre entités d'une même branche. Il constitue un bon critère de la performance industrielle et commerciale de l'entité.	EBE = Valeur ajoutée – 66 Charges du personnel

Le résultat d'exploitation	Le résultat d'exploitation représente la ressource tirée de l'activité d'exploitation avant la prise en compte des éléments financiers et hors activités ordinaires (HAO).	RE = EBE + 791 Reprises de provisions et de dépréciations d'exploitation + 798 Reprises d'amortissement + 799 Reprises de subventions d'investissement – 681 Dotations aux amortissements – 691 Dotations aux provisions et dépréciations d'exploitation
Résultat financier	Le résultat financier correspond à la différence entre les produits de l'activité financière et les charges correspondantes.	RF = Produits de l'activité financière – Charges de l'activité financière
Résultat des activités ordinaires	Le résultat des activités ordinaires est un résultat susceptible de se produire, à qualité de gestion égale, d'une année à l'autre. C'est un solde intermédiaire de gestion utilisé dans l'analyse des performances de l'entité.	RAO = Résultat d'exploitation + Résultat financier
Résultat hors activités ordinaires	Le résultat hors activités ordinaires est le résultat obtenu sur les opérations non récurrentes. Ce solde de gestion est utilisé pour analyser les changements de structure et de stratégie de l'entité.	RHAO = Produits HAO — Charges HAO sauf Impôts sur le résultat (89) et Participation
Résultat net	Le résultat net (RN) est la somme algébrique du résultat des activités ordinaires et du résultat hors activités ordinaires à laquelle il est déduit la participation des travailleurs et l'impôt sur le résultat.	RN = Résultat activités ordinaires + Résultat HAO – Participation des travailleurs – Impôts sur le résultat

II.1.3: CAS D'ILLUSTRATION

Voir annexe

II.2: ANALYSE DU BILAN

II.2.1: ANALYSE DE L'ACTIF

L'analyse de l'actif conduit à analyser et apprécier l'utilisation faite des ressources. Cette utilisation, donc le financement touche deux types d'emplois :

A: LES EMPLOIS DURABLES

Il s'agit essentiellement de voir quelle a été la source de financement des investissements (Terrain, Construction, Matériel, Mobilier, Infrastructures etc....) réalisés par la Direction Générale. A cet effet, il est important de :

A cet effet, il est important de :

, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
vérifier que toutes les acquisitions ont bien été autorisées par le Conseil
d'Administration ;
contrôler que la valeur des acquisitions portées à l'actif correspond à celle budgétisée
et prévue dans le Plan de Passation des Marchés également approuvé par le Conseil
d'Administration ;
s'assurer que la politique d'investissement est en adéquation avec les besoins résultant
des activités et que les équipements utilisés sont en phase avec la continuité
d'exploitation (pour cela consulter le niveau des amortissements déjà pratiqués);
s'assurer que le commissaire aux comptes ou toute autre structure de contrôle (interne
ou externe) n'a pas émis de réserves sur la situation des immobilisations.

NB: Toute diminution du montant brut des immobilisations équivalant à un désinvestissement doit être justifiée par une autorisation préalable du Conseil d'Administration sur demande motivée de la Direction générale.

B: LES EMPLOIS CIRCULANTS

Pour l'examen des emplois circulants, il est indiqué de :

s'assurer que les stocks ont fait l'objet d'un inventaire physique et ensuite comparer le
solde théorique (solde comptable) des stocks avec le stock physique (données
d'inventaire physique des stocks) et apporter des explications aux éventuels écarts
relevés;
comparer la nature des créances (commerciales, non commerciales) et analyser leur
évolution et leur incidence sur la trésorerie immédiate de l'entreprise ; en effet plus les
créances durent plus elles privent l'entreprise d'un niveau de trésorerie suffisant ;
apprécier le rythme de recouvrement des créances et surtout l'évolution des créances
jugées compromises et admises en dépréciation ;
apprécier le niveau de la Trésorerie en effectuant un rapprochement avec le niveau des
dettes exigibles, en effet le seul fait que les soldes dégagés par les comptes semblent
élevés ne justifie pas une Trésorerie suffisante, encore faut-il qu'ils couvrent l'ensemble

du passif circulant et de la Trésorerie passif; ainsi donc si la trésorerie actif est inférieure au cumul passif circulant et trésorerie passif cela signifie une trésorerie nette négative c'est-à-dire les disponibilités ne le sont que du simple fait de non-respect des engagements financiers exigibles.

NB: Toute augmentation de l'actif par rapport au passif constitue une incidence positive sur le résultat dégagé.

II.2.2. ANALYSE DU PASSIF

L'analyse du passif conduit à analyser la structure des sources de financement.

Il existe deux (02) sources de financement :

les ressources durables ou stables qui couvrent le financement des emplois durables (immobilisations);

les ressources circulantes ou à court terme destinées à la couverture des besoins fluctuants de l'activité (stock, créance, trésorerie).

A: LES RESSOURCES DURABLES OU STABLES

Elles représentent les capitaux propres (capital, report à nouveau, réserve, résultat, provisions réglementées) qui sont la propriété des actionnaires et des Dettes à long et moyen terme contractées auprès des établissements financiers et assimilés.

Pour l'analyse des ressources stables :

al I	analyse des ressources stables.
	s'assurer que la résolution relative à l'affectation du résultat de l'exercice précédent a été
	prise en compte en vérifiant l'évolution des comptes "Réserves" et " Report à nouveau";
	apprécier l'évolution des capitaux propres dans le sens de la sauvegarde des conditions
	d'autofinancement de l'entreprise ; en effet, plus l'entreprise mettra le maximum de
	résultat en réserves plus elle se dotera des moyens à même d'assurer l'autofinancement
	de ses besoins notamment à long et moyen terme ;
	vérifier le niveau des endettements (Dettes) à long et moyen terme; dans le cas où
	l'entreprise a eu recours à des crédits bancaires, s'assurer que cela a été fait avec l'accord
	préalable du Conseil d'Administration ;
	se faire expliquer la situation des provisions pour litiges ou procès : cette provision par sa
	présence au passif du bilan traduit des problèmes judiciaires rencontrés par la société. A
	chaque exercice où ce compte a un solde dans les livres comptables, la Direction générale
	doit éclairer les Administrateurs sur son évolution et les risques (dommages et intérêts)
	encourus.

B: LES RESSOURCES A COURT TERME

conten	ir:
_ _ _	des salaires impayés ; des non reversements de retenues IUTS, CARFO, CNSS ; des factures fournisseurs non honorées ; des sommes dues à divers tiers ; des découverts bancaires ou des facilités de caisse ; etc.
Pour l'a	analyse des ressources à court terme :
	effectuer une comparaison entre le solde de la rubrique "trésorerie Actif" et ceux des rubriques "passif circulant" et "trésorerie passif" : s'il s'avère que la trésorerie Actif ne couvre pas les deux (02) rubriques cela traduit un déséquilibre structurel de trésorerie qu'on peut également déduire en consultant l'Excédent de trésorerie d'Exploitation (ETE). Trouver des explications aux difficultés rencontrées ; le non reversement des retenues IUTS et des cotisations sociales pouvant engendrer des pénalités qui viendront assombrir davantage la situation financière, devrait aussi faire l'objet d'explication de la Direction générale en particulier les démarches entreprises auprès des structures concernées ;
	en cas de factures fournisseurs impayées de montants très significatifs, donnez les
	répercussions de cela sur la conduite sereine des activités de la société ; en cas de présence au passif de crédits bancaires à court terme (Trésorerie passif) ; il est nécessaire d'apporter des précisions quant à la justification de ce solde.

Elles traduisent la situation d'endettement à court terme de l'entreprise, aussi elles peuvent

II.2.3: CAS D'ILLUSTRATION

VOIR ANNEXE

II.3: IMPORTANCE DU TABLEAU DU FLUX DE TRESORERIE II.3.1: IMPORTANCE DU TABLEAU DU FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie constitue un état de synthèse à part entière, dont la finalité est d'expliquer la variation de la trésorerie de l'entité. Il recense donc les encaissements (Sources des flux de trésorerie) et les décaissements (Affectation des flux de trésorerie) qui ont un impact sur la trésorerie au cours de la période considérée. Par ailleurs, il classe les flux de trésoreries selon leur origine : activités opérationnelles, activités d'investissement, activité de financement. Il permet de connaître la provenance des flux de liquidités et la manière dont ces flux ont été utilisés au cours de l'exercice, son exploitation permet de mieux compléter son analyse sur la situation financière (trésorerie).

En effet, le Tableau de flux de Trésorerie fournit des renseignements sur:
le niveau de la capacité d'autofinancement ;
l'origine de la trésorerie (interne ou externe).
Pour toute analyse de ces flux, il faut élaborer un Tableau synoptique sur au moins trois ans (03)

Rubriques	Exercice N-2 (1)	Exercice N-1 (2)	Exercice N (3)	Variation (4)=(3)- (2)	Observations
Trésorerie Nette au 1er Janvier					
Flux de Trésorerie provenant des activités opérationnelles					
Flux de Trésorerie provenant des activités d'investissements					
Flux de Trésorerie provenant des capitaux propres					
Flux de Trésorerie provenant					
des capitaux étrangers Flux de Trésorerie provenant					
des activités de financement Variation de la Trésorerie nette					
de la période Trésorerie Nette au 31					
Décembre					

II.3.2: CAS D'ILLUSTRATION

VOIR ANNEXE

ans:

II.4: IMPORTANCE DES NOTES ANNEXES

Elles fournissent des notes explicatives sur les données des états financiers (Bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie).

Chacun des postes du Bilan, du Compte de résultat, et du tableau des flux de trésorerie doit en principe, faire l'objet d'une référence croisée vers l'information liée figurant dans les notes annexes.

L'administrateur pourra se référer à ses notes pour s'assurer des détails des rubriques des autres états financiers.

II.5: ELABORATION ET TENUE D'UN TABLEAU DE BORD

Le tableau de bord est un ensemble d'informations (on parle d'indicateurs) présentées de façon synthétique et destinées au pilotage de l'entreprise aux centres de responsabilité.

Il n'existe pas de tableau de bord standard : chaque entreprise (voire chaque département) doit construire le sien « sur-mesure ». Elle doit ainsi choisir les indicateurs pertinents, déterminer des valeurs de comparaison et décider de la périodicité d'élaboration du tableau de bord.

> Les indicateurs du tableau de bord

Les tableaux de bord comprennent des indicateurs financiers (valeur des commandes enregistrées, solde de trésorerie, ...), mais également des indicateurs physiques (tonnage des livraisons, délais de production, nombre de visites effectuées chez des clients, etc.).

Il peut comporter des variables suivies par les budgets mais il comportera d'autres éléments qui échappent à la logique du budget. Le tableau de bord et le budget sont des outils complémentaires, comme peuvent l'être une carte routière et le tableau de bord d'une voiture. Le choix des indicateurs est particulièrement important.

Il faut choisir des indicateurs pour lesquels l'information pourra être collectée en temps utile et à un coût raisonnable.

Il faut choisir des indicateurs pertinents, c'est-à-dire qui permettent de suivre les facteurs clés de succès de l'entreprise (tous les facteurs clés et uniquement les facteurs clés).

De même que pour les budgets, les tableaux de bord peuvent s'emboîter les uns dans les autres en suivant les lignes hiérarchiques.

MODULE III:

ROLES ET RESPONSABILITES DES DIFFERENTS INTERVENANTS (ADMINISTRATEURS, DIRECTEURS GENERAUX, DIRECTEURS FINANCIERS ET COMPTABLES, COMMISSAIRES AUX COMPTES)

Dans ce module, il sera question de développer les points qui mettront en exergue les rôles, les missions et les responsabilités des principaux acteurs qui animent, gèrent et contrôlent la vie des entités, il s'agira des acteurs suivants : administrateurs, directeurs généraux, directeurs financiers et comptables, commissaires aux comptes. Il sera structuré comme suit :

- I. ROLES ET RESPONSABILITES DES ADMINISTRATEURS
- II. ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS GENERAUX
- III. ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS FINANCIERS ET COMPTABLES
- IV. ROLES ET RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

I. ROLES ET RESPONSABILITES DES ADMINISTRATEURS

I.1: LES MISSIONS

Les	administrateurs des sociétés à capitaux publics de façon générale ont pour rôle de :
	vérifier l'opinion exprimée sur les comptes ;
	veiller à vérifier la prise en compte effective des recommandations antérieures ;
	donner des consignes de gestion si les résultats prévisionnels ne sont pas atteints ;
	obtenir de la Direction générale les gages suffisants d'une amélioration de la situation
	financière ;
	veiller à ce que la société agisse dans le sens des missions qui lui ont été assignées et ce,
	en conformité avec la politique générale du Gouvernement et dans le respect des droits
	des autres parties prenantes ;
	définir les orientations stratégiques de la société, son mode de financement et sa politique
	de communication ;
	conduire la procédure de recrutement du directeur général sous sa responsabilité, suite à
	un appel à candidature ouvert, transparent, objectif ;
	d'être impliqué après appel à candidature ou tout autre moyen légal de sélection objectif
	et transparent, au recrutement du directeur général et de proposer, le cas échéant, sa
	révocation ;
	d'apprécier la gestion des organes de direction des SE à travers la qualité du contrôle
	interne, du contrôle de gestion, les réalisations budgétaires, des coûts et prix de revient
	et sur la base de critères de performances ;
	rendre pleinement compte et assumer les résultats de la société ;
	mettre en place des comités spécialisés ;
	arrêter les comptes et procéder à une évaluation de ses performances (rapports annuels
	de gestion et sur le contrôle interne) ;
	de diligenter les contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ;
	faire appel si nécessaire à des experts pour l'aider dans sa mission.
1.2	. ROLES ET RESPONSABILITES SELON LE SYSCOHA REVISE
a) I	Responsabilité civile
-	administrateurs ou l'administrateur général sont :
	responsables du dommage résultant pour les tiers de l'annulation de la société ;
	responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers soit
	des infractions aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés
	anonymes ; soit des violations des dispositions des statuts soit des fautes commises dans
	leur gestion
	responsables personnellement ou solidairement des conséquences dommageables pour
	la société des conventions désapprouvées par l'assemblée, notamment les pertes subies

par la société et les bénéfices indus tirés de la convention.

b)	Responsabilité pénale
-	responsabilité pénale des administrateurs peut être engagée pour :
	les répartitions de dividendes fictifs ;
	la publication ou la présentation d'états financiers ne donnant pas une image fidèle des
	opérations de l'exercice, de la situation financière et celle du patrimoine ;
	les abus de biens sociaux ;
	l'entrave à la participation à une assemblée ;
	les délits d'émission d'actions ou de coupures d'actions ;
	les infractions au droit préférentiel de souscription ;
	le rapport inexact présenté à l'assemblée pour la suppression du droit préférentiel de
	souscription;
	la non provocation de la désignation du commissaire aux comptes ;
	la non convocation du commissaire aux comptes aux assemblées générales ;
	l'entrave à l'exercice de la mission du commissaire aux comptes ;
	la non convocation de l'assemblée générale extraordinaire et la non publication au greffe
_	de la dissolution anticipée du fait de la perte de la 1/2 du capital ;
	l'émission de valeurs mobilières sans publicité préalable.
I.3. R	OLES ET RESPONSABILITES SELON LE CODE DE BONNES PRATIQUES
sociéto public	le de bonnes pratiques de gouvernance des sociétés d'Etat (version adoptée par l'AG des és d'Etat du 30 juin 2015) élargit les attributions des administrateurs des sociétés à capitaux s aux rôle et responsabilités ci-après : arrêter les comptes et procéder à une évaluation de ses performances (rapports annuels de gestion et sur le contrôle interne); diligenter les contrôles et vérifications qu'il juge opportuns; faire appel si nécessaire à des experts pour l'aider dans sa mission d'analyse si nécessaire; informer sur les cas d'incompatibilité; remplir pleinement le devoir de contrôle.
I.4. LI	E COMITE D'AUDIT
plusie	des sociétés faisant appel public à l'épargne pour le placement de leurs titres dans un ou urs Etats parties ou dont les titres sont inscrits à la bourse des valeurs d'un ou plusieurs parties est obligatoirement doté d'un comité d'audit.
Le con	nité d'audit a pour missions essentielles de :
	procéder à l'examen des comptes et s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes consolidés et sociaux de l'entreprise ;

 assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière; assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques; émettre un avis sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale. rend compte régulièrement au conseil d'administration de l'exercice de ses missions et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.
Le CA des sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne peut également décider de créer un Comité d'audit.
II : ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS GENERAUX II.1 : MISSIONS
La mission principale assignée au DG est d'assurer la responsabilité de la bonne gestion de la société.
Les DG sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le référentiel SYSCOHADA. Sous la responsabilité du CA , le DG supervise l'organisation, le fonctionnement et le développement de la société. Le DG s'acquitte des devoirs suivants :
le devoir de conformité des actes de gestion et de reddition des comptes auprès du Conseil d'administration de la société ;
le devoir de rigueur et de transparence dans la communication de toutes les informations financières et extra financières au Conseil d'administration de la société ;
☐ le devoir de diligence avec pour finalité, la création de valeur pour la société et la croissance des résultats et des dividendes versés à l'Etat actionnaire.
II.2: ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS GENERAUX
Le DG est responsable en matière <i>d'organisation</i> :
du contrôle interne et de l'organisation générale mise au point avec le responsable administratif et financier et l'ensemble du personnel.
de l'engagement de tous les directeurs dépendant directement de lui et de la supervision de l'ensemble de la politique des RH ;
En matière de <i>Finances et dépenses</i> , le DG est responsable de la situation financière de la société
et prend toute mesure pour assurer une situation financière saine. A ce titre il :
prépare les comptes d'exploitation prévisionnels, budgets de trésorerie et d'investissement, les états financiers annuels et les présente au CA ;
vise toutes les dépenses dans le cadre du budget et dans la limite de sa délégation ;

	vise toute dépense non prévue dans les budgets qui serait profitable à la société avant de les proposer au CA .
responder un	qui concerne <i>la stratégie et le développement</i> de l'entité, le Directeur Général est sable de l'existence et de la diffusion d'un projet d'entreprise définissant, en particulier système d'assurance qualité et d'image de marque : la politique de management des risques et de contrôle interne ; la politique vis-à-vis du personnel ; la politique vis-à-vis des clients et des fournisseurs ; la politique vis-à-vis des autres Parties prenantes. recteurs généraux doivent veiller à ce que les Directeurs Financiers et comptables sent à temps des états financiers pour les besoins de contrôle et d'audit.
III : ROLES ET RESPONSABILITES DES DIRECTEURS FINANCIERS ET COMPTABLES Ils sont chargés de :	
	clôturer les comptes de l'exercice écoulé ;
	fournir les pièces et documents comptables aux auditeurs ;
	faire une analyse sommaire des comptes (rapport de gestion);
	rendre compte de la situation financière de la société au Directeur général, au Conseil d'Administration et aux autorités de contrôle de l'Etat.
IV : R	OLES ET RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
	nmissaire aux comptes a pour mission principale permanente, à l'exclusion de toute ion dans la gestion de la société, de :
	vérifier les valeurs et documents comptables de la société ;
	contrôler la conformité de la comptabilité de la société avec les règles en vigueur ;
ш	vérifier la sincérité et la concordance, avec les états financiers de synthèse, des informations données :
П	dans le rapport de gestion du conseil d'administration ou de l'administrateur général
	selon le cas ;
	dans les documents sur la situation financière et les états financiers adressés aux
	actionnaires ;
	s'assurer que l'égalité entre les associés est respectée notamment que toutes les actions
	d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits.
-	eurs commissaires aux comptes sont en fonction, ils peuvent procéder séparément à leurs
	gations, vérifications et contrôles mais ils établissent un rapport commun. En cas de
désaccord entre les commissaires, le rapport indique les différentes opinions exprimées. A cette mission permanente de contrôle s'ajoute une obligation d'information.	

MODULE IV:

GUIDE D'ANALYSE DES ETATS FINANCIERS PAR L'ADMINISTRATEUR Dans le module IV, nous aborderons le guide d'analyse des états financiers. A cet effet, nous traiterons de la technique d'approche dans l'analyse des états financiers de synthèse sous la forme d'un « guide d'emploi » qui servira de référentiel aux administrateurs dans leur tâche principale de prise de décision.

GENERALITES

- I. GUIDE D'ANALYSE DU BILAN
- II. GUIDE D'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT
- III. GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU DU FLUX DE TRESORERIE
- IV. SYNTHESE

GENERALITES

Tout Administrateur ou gestionnaire d'une entité se doit d'avoir une bonne connaissance de la situation économique et financière de l'entité dont ils ont en charge la gestion.

La gestion dans son sens le plus large inclut :

- Une bonne connaissance de l'environnement de l'entité ainsi que de son activité;
- Une maîtrise suffisante des éléments concourant à la vie de l'entité : Moyens humains, techniques et financiers ;

-	Un suivi régulier des indicateurs de performance :
	☐ Situation patrimoniale,
	☐ Situation financière,
	☐ Rentabilité,
	☐ Risques encourus.

En somme, les différents acteurs intervenant dans la gestion de l'entité se doivent de veiller aux décisions à même d'assurer à l'entité une bonne rentabilité des activités menées gage de sa continuité d'exploitation.

Pour ce faire, les différents états financiers établis en fin d'exercice délivrent, par leur examen, un ensemble d'informations financières pertinentes, dont l'interprétation permet d'être situé sur la situation financière de l'entité.

L'analyse de ces différents états financiers permet donc d'apprécier l'adéquation entre les décisions ou mesures de gestion avec les besoins effectifs de développement et de rentabilité de l'activité.

Chaque état financier fournit des informations qui lui sont spécifiques mais qui se doivent d'être complétées par celles issues des autres états financiers.

I: GUIDE D'ANALYSE DU BILAN

Le bilan indique à une date donnée la situation patrimoniale de l'entité. Il exprime son équilibre financier et permet une étude de l'évolution du patrimoine de l'entité et de sa situation financière.

L'analyse du bilan repose essentiellement sur les phases suivantes :

- Analyse de l'évolution structurelle du bilan sur au moins cinq (05) exercices ;
- Analyse de la situation financière (équilibre financier) ;
- Analyse de l'adéquation politique d'investissement/politique commerciale/politique financière ;
- Analyse sommaire de la rentabilité (capitaux propres, actifs).

I.1: ANALYSE DE L'EVOLUTION STRUCTURELLE DU BILAN

Scinder le bilan selon les trois (03) grandes masses d'actif et de passif.

ACTIF:	
	Actif immobilisé
	Actif circulant
	Trésorerie actif
PASSIF:	
	Ressources durables ou stables
	Passif circulant
	Trésorerie passif

ACTIF	N+3	N+2	N+1	N	N-1	PASSIF N+3		N+2	N+1	N	N-1
ACTIF IMMOBILISE						RESSOURCES DURABLE					
Terrain						Capitaux propres					
Bat. & Instal & Amenag.	,					Dettes financières					
Immob Incorporelle											
Immob Corporelle											
ACTIF CIRCULANT						PASSIF CIRCULANT					
Stocks						Dettes d'exploitation					
Créances						Dettes HAO					
TRESORERIE ACTIF						TRESORERIE PASSIF					
Titres placement						Découverts bancaire					
Valeurs à encaisser						Emprunt à -1 an					
Banque & Etabl. Fin											
Caisse											
TOTAL GENERAL						TOTAL GENERAL					

☐ Dégager les tendances et apprécier leur évolution par exercice.

ACTIF:

Tendance 1= ACTIF IMMOBILISE

Total Bilan

Tendance 2=

ACTIF CIRCULANT

Total Bilan

Tendance 3= TRESORERIE ACTIF

Total Bilan

<u>PASSIF</u>	<u>:</u>
Tendance 4=	RESSOURCES DURABLES
·	Total Bilan
Tendance 5=	PASSIF CIRCULANT
	Total Bilan
Tendance 6=	TRESORERIE PASSIF
	Total Bilan
	Commenter les différentes tendances par rapport à la nature de l'activité et à la politique de l'entité.
	Comparer les données bilantielles avec les prévisions de base notamment dans la politique d'investissement.

I.2 : ANALYSE DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Cela va consister à analyser l'équilibre de financement permanent de l'entité ; pour cela, il faut comparer les emplois durables/ressources durables et les emplois circulants/ressources circulantes.

☐ Faire une synthèse sur les constats issus de l'analyse de l'évolution du bilan.

Cela conduit au calcul du fonds de roulement, du besoin en fond de roulement et de la trésorerie nette.

	N+3	N+2	N+1	N	N-1	Commentaires
Fonds de Roulement (FdR)						
(Ress. Durables - Actif Immob.) > 0						
Besoin en Fonds de Roulement (BFdR)						
(Actif Circulant - Passif Circulant)						
TRESORERIE						
(FdR - BFdR) > 0						

Les différences tendances dégagées permettront d'apprécier l'adéquation de la politique commerciale/politique financière en d'autres termes, l'adéquation délai clients/délai fournisseurs qui impacte le niveau de la trésorerie et donc de la couverture des besoins fluctuant et à long terme de l'entité.

En outre, la comparaison du Fonds de Roulement avec le besoin en Fonds de Roulement donne une appréciation de l'équilibre structurel de financement :

- ☐ Si le BFdR > FdR :déséquilibre structurel de financement ; nécessité de revoir la politique de financement ; nécessité de revoir la politique de financement ;
- ☐ Si le FdR > BFdR : équilibre structurel de financement ; toutefois voir dans quelle condition cet équilibre a été réalisé.

NB: Associer à cette analyse les ratios suivants sur les cinq (05) exercices.

I.3: LES RATIOS DE STRUCTURE

NATURE	FORMULE	INTERPRETATIONS		
Financement des emplois stables	Ressources stables	Il mesure la couverture des emplois stables par les ressources		
	Emplois stables	stables		
Autonomie financière	Capitaux propres Total des dettes	Il mesure la capacitté de l'entité à s'endetter donc doit tendre à la hausse		
Capacité de remboursement	Dettes financières	Il mesure la capacité de l'entité à		
		couvrir ses engagements financiers à long et moyen terme par sa		
	Capacité d'autofinancement	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,		

I.4: ANALYSE DE LA RENTABILITE

Deux indicateurs fondamentaux de gestion sont à utiliser et à suivre sur l'ensemble des cinq (05) derniers exercices :

NATURE	FORMULE	N+3	N+2	N+1	N	N-1	Commentaires
	Bénéfice Net						
Ratio capitaux propres	Capitaux propres						
	Résultat d'exploitation						
Ratio rentabilité économique	Actif Immob + BFdR						

Le ratio de capitaux propres permet d'apprécier la contribution des capitaux propres dans la réalisation des bénéfices. Plus le ratio est élevé, plus cela traduit l'aptitude de l'entité à rentabiliser les fonds apportés par les associés (Etat).

Le ratio de rentabilité économique permet de mesurer la rentabilité des investissements réalisés ; en effet, plus les investissements effectués dégagent des excédents d'exploitation, plus le bénéfice net augmente.

II: GUIDE D'ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

L'approche va consister en la mise en œuvre des diligences suivantes :

☐ Faire un tableau comparatif des comptes de résultat des cinq (05) derniers exercices :

RUBRIQUES	N+3	N+2	N+1	N	N-1	Commentaires
Charges						
Produits						

Dégager les tend l'entité ;	ances d	es compt	es sensil	bles en f	onction	de l'activité principale de
Rapporter les ter vérifier le respec			-		ıx donne	ées budgétaires pour
Dégager l'évoluti exercices ;	ion des s	oldes int	termédia	ires de g	gestion :	sur au moins cinq (05)

Soldes intermédiaires de gestion	N+3	N+2	N+1	Ν	N-1	Commentaires
Marge commerciale						
Chiffre d'affaires						
Valeur Ajoutée						
Excédent Brut d'Exploitation						
Réssultat d'Exploitation						
Résultat Financier						
Résultat A. O						
Résultat HAO						
Résultat Net						

Apprécier les conditions de réalisation du résultat net à travers l'analyse des soldes intermédiaires de gestion ;
Apprécier le niveau de rentabilité à travers l'examen et le suivi régulier des ratios de gestion suivants sur au moins cinq (05) exercices.

II.2: LES RATIOS DE STRUCTURE

Nature	Formule	Interprétations
Autofinancement	Autofinancement/Valeur Ajoutée	Il mesure la part de la
		valeur Ajoutée consacrée
		à l'autofinancement
		Il mesure la capacité de
Liquidité restreinte	Créances à au moins d'un an + disponibilités	l'entité à payer ses dettes
	Passif réel à moins d'un an	à court terme en utilisant
		les créances et les
		disponibles
Liquidité immédiate	<u>Disponibilités</u>	Il mesure la capacité de
	Passif réel à moins d'un an	l'entité à payer ses dettes
		à court terme en utilisant
		les disponibles

II.2: LES RATIOS D'ACTIVITE

Natura	Formula	Internédations
Nature	Formule	Interprétations
Taux de croissance du CA HT	CA_n - CA_n -1/ CA_n - 1	L'évolution du CA permet de mesurer le taux de croissance de l'entreprise.
Taux de marge commerciale	Marge commerciale/Ventes de marchandises hors taxes	Il mesure l'évolution de la performance de l'activité commerciale de l'entreprise.
Taux de croissance de la valeur ajoutée	VAn-VAn_1/VAn – 1	"L'évolution de la valeur ajoutée est également un indicateur de croissance.
Taux d'intégration	Valeur ajoutée /Chiffre d'affaires hors taxes	Il mesure le taux d'intégration de l'entreprise dans le processus de production ainsi que le poids des charges externes.
Productivité du personnel	Valeur ajoutée/ Effectif	Il mesure la part de richesse créée par chaque salarié ; il permet d'apprécier le niveau de compétitivité de l'entreprise.
Rendement de l'équipement	Valeur ajoutée /Équipement de production	Il mesure la part de richesse créée par euro investi ; il indique le degré de performance de l'équipement.
Part de valeur ajoutée revenant au personnel (facteur travail)	Charges de personnel/ Valeur ajoutée	Il mesure la part de richesse qui sert à rémunérer le travail des salariés. Il permet d'apprécier la politique salariale de l'entreprise.
Part de valeur ajoutée revenant aux prêteurs	Charges financières (Intérêts)/ Valeur ajoutée	Il mesure la part de valeur ajoutée consacrée à la rémunération des prêteurs ; il indique le degré d'endettement de l'entreprise.

Taux de marge brute d'exploitation	Excédent brut d'exploitation/ Chiffre d'affaires hors taxes	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du CA indépendamment de sa politique d'investissement et de son mode de financement.
Taux de marge nette d'exploitation	Résultat d'exploitation/Chiffre d'affaires hors taxes	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du CA compte tenu de son activité d'exploitation.
Taux de marge nette	Résultat de l'exercice/Chiffre d'affaires hors taxes	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice net à partir du CA.
Poids de l'endettement	Charges d'intérêts/Excédent Brut d'Exploitation	Il mesure le poids de l'endettement de l'entité.

II.3: LES RATIOS DE RENTABILITE

Nature	Formule	Interprétations
Taux de marge brute d'exploitation	EBE/CA HT	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer une rentabilité à partir du CA indépendamment de sa politique d'investissement et de son mode de financement

 $\underline{\text{NB}}$: L'utilisation d'un ratio sera fonction des besoins d'affiner les résultats de l'analyse effectuée.

III : GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Le tableau des flux de trésorerie (TFT) constitue un état de synthèse qui fournit des renseignements sur la variation de trésorerie de l'entité.

Son analyse fait ressortir la contribution de chaque type d'activité à la variation globale de trésorerie, en d'autres termes, elle permet de connaître la provenance des flux de liquidités (encaissements) et la manière dont les flux ont été utilisés (décaissements) au cours de l'exercice.

Le diagnostic est effectué selon les activités :

- **Activités opérationnelles :** c'est-à-dire les principales activités génératrices produites de l'entité. <u>Exemple</u> : vente d'hydrocarbure, fourniture d'électricité, prestation de service.
- Activités d'investissements : c'est-à-dire l'acquisition (décaissement) ou la sortie (encaissement) d'actif à long terme. Exemple cession ou acquisition d'un véhicule automobile.
- Activités de financement : c'est-à-dire des encaissements ou des décaissements ainsi des activités financières (émission ou vente d'action, dividendes payés ou reçus, emprunts et remboursements, prêt et récupération).

Pour l'analyse de cet état financier de synthèse, il convient d'établir un état récapitulatif sur au moins cinq (5) exercices.

Rubriques	N+3	N+2	N+1	N	N-1	Commentaire
Flux trésor. Act. opérationnelle						
Flux trésor. Act. Investiss.						
Flux trésor. Act. Financement						
Trésorerie nette						

De cet état comparatif effectuer les diligences suivantes :

- Dégager l'évolution de la trésorerie issue de chaque type d'activité ;
- ❖ Apprécier la variation de la trésorerie nette en relation avec le lien FDR/BFR
- Rapprocher le niveau de la trésorerie nette avec le budget de trésorerie

IV : SYNTHESE DU GUIDE D'ANALYSE DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Examen du compte de	 Évolution du chiffre d'affaires HT 					
résultat	 Évolution du résultat net, du résultat courant 					
	 Étude des soldes intermédiaires de gestion 					
	 Structure des coûts de l'entreprise 					
	 Évolution de la capacité d'autofinancement 					
Examen de bilan	 Étude des équilibres financiers : fonds de roulement, besoins 					
	en fonds de roulement, trésorerie					
	 Analyse de la structure financière 					
	 Évolution de l'excédent de trésorerie d'exploitation 					
	 Évaluation de la solvabilité et de la liquidité 					
Etude tableau de flux de	Etude des flux financiers					
trésorerie	 Appréciation de la politique financière (Financement, activités 					
	opérationnelles, Investissement)					
	 Analyse prévisionnelle 					

<u>NB</u>: Il est indiqué d'établir un tableau de bord qui regroupe les indications les plus significatives pour suivre la situation de l'entreprise, l'évolution d'activité, la dynamique financière, etc..., et les comparer aux ratios du même secteur. A titre d'exemple, le tableau de bord peut regrouper les ratios concernant :

- l'activité,
- la rentabilité,
- les décisions d'investissement et de financement,
- la structure financière (ratio structure, ratio d'activité).

ANNEXES: ETUDES DE CAS

CAS 1: QCM

1-Les états financiers des entités autres que ceux des très petites structures comprennent :

- a) un bilan;
- b) la balance;
- c) les états de rapprochement bancaires ;
- d) un Compte de résultat;
- e) le tableau emplois ressources;
- f) le journal;
- g) un Tableau des flux de trésorerie;
- h) des Notes annexes;
- i) le budget

2- Les états financiers doivent comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- a) le nom de l'entité, et tout autre moyen d'identification ;
- b) la signature et le cachet du contrôleur de gestion;
- c) la date d'arrêté et la période couverte par les états financiers ;
- d) l'effectif du personnel permanent;
- e) l'unité monétaire dans laquelle sont exprime les états financiers.

3- Le compte de résultat est divisé en deux grandes masses :

- a) les charges et produits d'exploitation ;
- b) l'actif et le passif;
- c) les charges financières et produits financiers ;
- d) les emplois et les ressources ;
- e) l'actif immobilisé et le passif circulant.

4- On retrouve les éléments ci-après dans le compte de résultat plus précisément au niveau des charges :

- a) frais du personnel;
- b) créances client;
- c) dettes fournisseurs;
- d) impôts et taxes;
- e) achat de marchandise;
- f) autres créances

5- L'actif du bilan, traduisant les emplois, regroupe les rubriques suivantes :

- a) les immobilisations;
- b) les emprunts;
- c) les stocks;
- d) le capital social;
- e) dettes sociales;

f) les créances ;			
g) la Trésorerie (ca	aisse, banque).		
6- les ressources circuladurables de l'entrepris	antes ou à court terme so e (immobilisations).	nt destinées à la couver	rture les emplois
Vrai	faux		
7- Les ressources dura (immobilisations);	bles ou stables doivent c	ouvrir le financement d	es emplois durables
Vrai	faux		
•	otitude de l'entreprise à fa ce de l'endettement à lon		
Vrai	faux		

CAS II: ANALYSE FINANCIERE

TRANSFASO SA est une société industrielle de transformation de produits agricoles, membres du groupe TRANS-INTER. En tant que responsable de la Société TRANSFASO SA :

- il vous est demandé de procéder à l'analyse de ses activités, de sa rentabilité et de sa situation financière à partir des indicateurs financiers extraits de ses états financiers de l'exercice N fournies en annexes. Proposer des pistes de solution pour corriger les éventuelles insuffisances.
- 2. Applique les guides d'analyse sur cette société (pour les possibles indicateurs et ce sur deux ans).

Renseignements divers sur l'entité :

Dénomination sociale	SOCIETE DE TRANSFORMATION DU FASO SA
Sigle usuel	TRANSFASO
Adresse	11 BP XXX
N° d'identification	GB 567 TE
Date d'arrêté des comptes	30 Avril N+1
Durée de l'exercice	12 mois (année civile)

ANNEXE 1: BILAN

					BILAN	I							
Désig	gnation entité : TRANSFASO SA									Exercice clos le 3	31-12-N		
Num	éro d'identification : GB 567 TE									Durée (en mois)	12		
			I	XERCICE au 31/12	/ N	EXERCICE AU 31/12/N-1						EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1
REF	ACTIF	Note	BRUT	AMORT et DEPREC	NET	NET	REF	PASSIF	Note	NET	NET		
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	4 650 000	-	4 650 000	2 650 000	CA	Capital	13	400 000 000	100 000 000		
AF	Brevets, licences, logiciels et droits similaires		3 050 000		3 050 000	1 050 000	CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13	- 100 000 000			
AG	Fonds commercial et droit au bail		1 600 000		1 600 000	1 600 000	CD	Ecarts de réévaluation	3e	3 500 000			
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	1 012 410 344	321 157 361	691 252 983	203 544 627	CE	Réserves indisponibles	14	20 000 000	20 000 000		
AJ	Terrains (1) dont Placement		38 673 950		38 673 950	35 173 950	CF	Report à nouveau (+ ou -)	14	76 069 991	47 450 317		
AK	Bâtiments (1) dont Placement		741 411 100	160 048 641	581 362 459	136 097 141	CG	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)		215 389 710	118 619 674		
AL	Aménagements, agencements et installations		73 328 267	71 328 267	2 000 000	-	CH	Subventions d'investissement	15	2 000 000			
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		82 947 027	35 540 453	47 406 574	32 086 036	CJ	Provisions réglementées	15	40 000 000			
AN	Matériel de transport		76 050 000	54 240 000	21 810 000	187 500	CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		656 959 701	286 069 991		
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS	3	20 000 000		20 000 000		DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	94 699 075	2 200 000		
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4	4 419 790	-	4 419 790	4 548 658	DC	Provisions pour risques et charges	16	62 116 366	54 864 697		
AS	Autres immobilisations financières		4 419 790		4 419 790	4 548 658	DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		156 815 441	57 064 697		
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		1 041 480 134	321 157 361	720 322 773	210 743 285	DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		813 775 142	343 134 688		
BA	ACTIF CIRCULANT HAO	5	2 140 000		2 140 000	380 000	DH	Dettes circulantes HAO	5	156 649 942	399 942		
BB	STOCKS ET ENCOURS	6	18 560 138		18 560 138	15 868 433	DI	Clients, avances reçues	7				
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES		206 981 960	31 677 520	175 304 440	144 512 218	DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	38 210 222	55 894 206		
BH	Fournisseurs avances versées	17	857 612		857 612	700 000	DK	Dettes fiscales et sociales	18	42 668 247	36 010 298		
BI	Clients	7	167 938 821	31 677 520	136 261 301	140 683 833	DM	Autres dettes	19	620 000	10 648 959		
BJ	Autres créances	8	38 185 527		38 185 527	3 128 385	DN	Provisions pour risques a court terme	19				
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		227 682 098	31 677 520	196 004 578	160 760 651	DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		238 148 411	102 953 405		
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11	123 097 127		123 097 127	74 584 157	DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie					
BT	TOTAL TRESORERIE ACTIF		123 097 127	-	123 097 127	74 584 157	DT	TOTAL TRESORERIE PASSIF		-	•		
BU	Ecart de conversion-Actif	12	15 000 000		15 000 000		DV	Ecart de conversion-Passif	12	2 500 925			
BZ	TOTAL GENERAL		1 407 259 359	352 834 881	1 054 424 478	446 088 093	DZ	TOTAL GENERAL		1 054 424 478	446 088 093		

ANNEXE II : COMPTE DE RESULTAT

	COMPTE DE RESUL	TAT			
Désig	nation entité : SYSTEME COMPTABLE OHADA			Exercice clos le	31-12-N
Nume	éro d'identification : GB 567 TE			Durée (en moi	s) 12
REF	LIBELLES		NOTE	EXERCICE AU 31/12/N	EXERCICE AU 31/12/N-1
				NET	NET
TA	Ventes de marchandises A	+	21	110 000 000	-
RA	Achats de marchandises	-	22	- 75 000 000	-
RB	Variation de stocks de marchandises	-/+	6	5 000 000	-
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)			40 000 000	-
TB	Ventes de produits fabriqués B	+	21	1 918 144 745	1 857 424 110
TC	Travaux, services vendus C	+	21	12 672 000	12 804 000
TD	Produits accessoires D	+	21	1 130 000	1 598 780
ХВ	CHIFFRE D'AFFAIRES (A + B + C + D)			2 041 946 745	1 871 826 890
TF	Production immobilisée	+	21	4 500 000	-
TH	Autres produits	+	21	3 436 978	11 486 537
TI	Transferts de charges d'exploitation	+	12	3 233 550	5 817 880
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	-	22	- 928 303 692	- 954 585 472
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+	6	106 416	- 2 830 600
RE	Autres achats	_	22	- 158 266 959	- 161 120 517
RF	Variation de stocks d'autres approvisionnements	-1+	6	- 2 414 711	1 884 647
RG	Transports	_	23	- 329 146 672	- 329 073 556
RH	Services extérieurs	_	24	- 72 599 329	- 60 787 379
RI	Impôts et taxes	_	25	- 3 135 200	- 110 000
RJ	Autres charges	_	26	- 4 263 929	- 67 670
XC	VALEUR AJOUTEE (XB +RA+RB) + (somme TE à RJ)			485 093 197	382 440 760
RK	Charges de personnel	_	27	- 218 217 093	- 208 852 251
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)			266 876 104	173 588 509
RL	Dotations aux amortissements aux provisions et dépréciations	-	3C&28	- 26 511 313	- 31 615 755
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+ RL)			240 364 791	141 972 754
TK	Revenus financiers et assimilés	+	29	7 500 000	-
RM	Frais financiers et charges assimilés	_	29	- 3 500 000	-
XF	RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN)			4 000 000	
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE+XF)			244 364 791	141 972 754
TN	Produits des cessions d'immobilisations	+	3D	127 119	350 000
TO	Autres Produits HAO	+	30	2 000 000	-
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		3D	-	- 291 667
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)			2 127 119	58 333
RS	Impôts sur le résultat	-		- 31 102 200	- 23 411 413
XI	RESULTAT NET (XC+XH+RQ+RS)	-		215 389 710	118 619 674

ANNEXE III: TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	TABLEAU DES FLUX DE TRESORER	IE		
Désig	nation entité : SYSTEME COMPTABLE OHADA		Exercice clos le	31-12-N
	ro d'identification : GB 567 TE		Durée (en mo	
REF	LIBELLES		EXERCICE N	EXERCICE N-1
ZA	Trésorerie nette au ler janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1	A		33 595 404
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)			150 177 096
FB	- Variations de l'actif circulant HAO			
FC	- Variation des stocks			945 953
FD	- Variation des créances et emplois assimilés			- 25 371 738
FE	- Variation du passif circulant			- 27 602 541
	Variation du BFG lié aux opérations opérationnelles (FB+FC+FD+FE): 71 538 921 / 52 028 326			
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	В		98 148 770
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles			-
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles			- 17 971 503
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières			- 958 379
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			590 000
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			1 179 865
ZC	Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement (somme FE à FJ)	C		- 17 160 017
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres			
FK	+ Augmentations de capital par apports nouveaux			-
FL	+ Subventions d'investissement			-
FN	- Distribution de dividendes			- 40 000 000
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D		- 40 000 000
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers			
FO	+ Emprunts			-
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières			-
ZE	Flux de Trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E		-
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D+E)	F		- 40 000 000
ZF	VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DE LA PÉRIODE (B+C+F)	G		40 988 753
ZH	Trésorerie nette au 31 Décembre (G+A) Contrôle : Trésorerie actif N - Trésorerie passif N	н		74 584 157

ANNEXE IV: SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

SYNTHESE DES PRINCI	PAUX INDICAT	TEURS FINANC	IERS	
Désignation entité : TRANSFASO SA			Exercice clos le 31-1	12-N
Numéro d'identification : GB 567 TE			Durée (en mois) 12	
(EN MILLIERS DE FRANCS)	Année N (1)	Année N-1 (2)	Variation (3) = (1) - (2)	Variation en %
ANALY	YSE DE L'ACTIVI	TE		
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION				
Chiffre d'affaires	1 871 827	2 041 947	- 170 120	-8%
Marge commerciale	-	40 000	- 40 000	-100%
Valeur ajoutée	382 441	485 093	- 102 652	-21%
Excédent brut d'exploitation (EBE)	173 589	266 876	- 93 287	-35%
Résultat d'exploitation	141 973	240 365	- 98 392	-41%
Résultat financier	-	4 000	- 4 000	-100%
Résultat des activités ordinaires	141 973	244 365	- 102 392	-42%
Résultat hors activités ordinaires	58	2 127	- 2 069	-97%
Résultat net	118 620	215 390	- 96 770	-45%
DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT				
Excédent brut d'exploitation	173 589	266 876	- 93 287	-35%
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION	173 589	266 876	- 93 287	-35%
+ Revenus financiers	-	7 500	- 7 500	-100%
+ Produits HAO	-	2 000	- 2 000	-100%
- Frais financiers	-	- 3 500	3 500	-100%
- Impôts sur les résultats	- 23 411	- 31 102	7 691	-25%
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)	150	242	- 92	-38%
- Distributions de dividendes opérées durant l'exercice	- 40 000	- 90 000	50 000	-56%
AUTOFINANCEMENT	- 39 850	- 89 758	49 908	-56%
ANALYSI	E DE LA RENTAB	ILITE		
Rentabilité économique = Résultat d'exploitation (a) /Capitaux propres + dettes financières*	21%	32%		-11 points
Rentabilité financière = Résultat net/Capitaux propres	33%	41%	-8%	-8 points

SYNTHESE DES PRINCI	PAUX INDICAT	TEURS FINANC	CIERS		
Désignation entité : TRANSFASO SA			Exercice clos le 31-12-N		
Numéro d'identification : GB 567 TE			Durée (en mois) 12		
	A STRUCTURE F			I	
+ Capitaux propres et ressources assimilées	286 070	656 960	- 370 890	-56%	
+ Dettes financières* et autres ressources assimilées (b)	57 065	159 316	- 102 251	-64%	
=Ressources stables	343 135	816 276	- 473 141	-58%	
- Actif immobilisé (b)	210 743	720 323	- 509 580	-71%	
= FONDS DE ROULEMENT (1)	132 391	95 953	36 438	38%	
+ Actif circulant d'exploitation (b)	160 381	208 865	- 48 484	-23%	
- Passif circulant d'exploitation (b)	- 102 553	- 81 498	- 21 055	26%	
= BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (2)	57 827	127 366	- 69 539	-55%	
+ Actif circulant HAO (b)	380	2 140	- 1 760	-82%	
- Passif circulant HAO (b)	- 400	- 156 650	156 250	-100%	
= BESOIN DE FINANCEMENT HAO (3)	- 20	- 154 510	154 490	-100%	
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4) = (2) + (3)	57 807	- 27 144	84 951	-313%	
TRESORERIE NETTE (5) = (1) - (4)	74 584	123 097	- 48 513	-39%	
CONTRÔLE : TRESORERIE NETTE = (TRESORERIE - ACTIF) - (TRESORERIE - PASSIF)	74 584	123 097	- 48 513	-39%	
ANALYSE DE LA V	ARIATION DE LA	A TRESORERIE			
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	98 149	170 235	- 72 086	-42%	
-Flux de trésorerie des activités d'investissement	- 17 160	- 328 722	311 562	-95%	
+Flux de trésorerie des activités de financement	- 40 000	207 000	- 247 000	-119%	
= VARIATION DE LA TRESOREIE NETTE DE LA PERIODE	40 989	48 513	- 7 524	-16%	
ANALYSE DE LA VARIATIO	ON DE L'ENDETTI	EMENT FINANCI	ER NET		
Endettement financier brut (Dettes financières + Trésorerie – passif)	2 200	94 699	- 92 499	-98%	
-Trésorerie - actif	- 74 584	- 123 097	48 513	-39%	
= ENDETTEMENT NET DE LA PERIODE	- 72 384	- 28 398	- 43 986	155%	